

du gouvernement à la Chambre. Pourrait-il demander à son collègue le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, de faire une déclaration à l'appel des motions le plus tôt possible la semaine prochaine au sujet des possibilités actuelles de trouver des emplois pour les étudiants pendant les vacances d'été? Je pose cette question, monsieur l'Orateur, parce que, comme le savent tous les députés, un grand nombre d'étudiants de tous les âges sont à la recherche...

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Le député a posé une question. Il n'a pas besoin d'expliquer pourquoi il la pose.

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, c'est hier, je crois, que mon collègue, en réponse à une question, a dit ne pouvoir se prononcer sur la situation exacte en ce qui concerne les emplois d'été qu'à la fin de l'été. Il a dit pourtant qu'il serait en mesure de faire connaître très bientôt à la Chambre les mesures qu'envisage le gouvernement pour aider les étudiants à trouver des emplois. Je lui signalerai la question du député et lui rappellerai sa réponse antérieure.

LES TRANSPORTS

LE CAS DU SILO À ÉLÉVATEUR DE NEW WESTMINSTER

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Puis-je poser une question au ministre des Transports, monsieur l'Orateur? Peut-il maintenant répondre à ma question à propos de l'élévateur à grain à New Westminster (C.-B.)? Cet élévateur sera-t-il démoli au coût approximatif de \$250,000 ou sera-t-il réparé pour à peu près le même prix afin de pouvoir servir à l'entreposage et à l'expédition du grain?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai pris note de la question précédente du député et je lui ai donné des renseignements. Je regrette de ne pouvoir lui en fournir davantage sur la question qu'il me pose ce matin. Je lui promets cependant de me renseigner aussitôt que possible.

LA RÉDUCTION DES DISPOSITIFS DE SÉCURITÉ D'UNE MARQUE DE VOITURES

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Hier, j'ai posé au ministre de la Consommation et des Corporations une question tou-

chant un rapport selon lequel une société d'automobiles réduisait ou supprimait certains dispositifs de sécurité dans certaines voitures par suite d'une réduction de prix, et le ministre s'est chargé de le signaler au ministre des Transports. Celui-ci peut-il donner à la Chambre l'assurance que cette réduction des dispositifs de sécurité n'entraînera pas en fait des risques supplémentaires sur les routes, et peut-il dire à la Chambre s'il a fait enquêter sur la question?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Oui, monsieur l'Orateur, j'ai fait effectuer une enquête préliminaire. Autant que je sache, en ce moment, ces prétendues réductions ne rentrent pas dans le cadre des directives ou règlements suivis volontairement par l'industrie. Comme le chef de l'opposition le sait fort bien, à la suite de l'adoption il y a quelques semaines du bill sur la sécurité routière, nous sommes actuellement en train de rédiger un règlement et je puis assurer à la Chambre qu'il contiendra toutes les garanties. S'il arrivait que certaines des suppressions en question ne s'y conforment pas, nous veillerions à le faire appliquer.

L'hon. M. Stanfield: J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Comme le ministre a déclaré que certains de ces changements abaissent le facteur de sécurité au-dessous des normes permises par le règlement, le ministre peut-il nous dire au juste quand ce règlement entrera en vigueur?

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, je ne pense pas avoir dit que ces changements n'étaient pas conformes au règlement, car nous ne sommes pas sûrs à l'heure actuelle qu'ils soient au-dessous des normes minimums. En ce qui concerne la date de la proclamation du règlement, les détails techniques sont complexes, mais nous avons entrepris de les publier d'ici deux mois, et je crois qu'ils seront annoncés d'ici six semaines.

L'hon. M. Stanfield: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il pu découvrir si les directives visant à réduire ces dispositifs de sécurité ont été données par le siège social aux États-Unis? En l'occurrence, cette question préoccupe-t-elle le ministre et songe-t-on à prendre des mesures à ce sujet?

L'hon. M. Jamieson: Monsieur l'Orateur, j'ignore complètement d'où proviennent ces présumées directives. Cependant, je devrais souligner que le principal changement qui semble poser un problème dans certains